

L'AVANT-GARDE.



PRIX DE L'ABONNEMENT :			
	1 an	6 mois	3 mois
PARIS.....	18 fr.	9 fr.	4 fr. 50
BANLIEUE.....	24	12	6
DÉPARTEMENT.....	32	16	8
ÉTRANGER.....	48	24	12

ON S'ABONNE A PARIS AU BUREAU DU JOURNAL, 44, PASSAGE JOUFFROY.

Et dans les Départemens :
AUX BUREAUX DES POSTES, DES MESSAGERIES NATIONALES ET GÉNÉRALES, CHEZ TOUS LES PRINCIPAUX LIBRAIRES, ET CHEZ LES CORRESPONDANTS DE L'AGENCE GÉNÉRALE DES ABONNEMENTS DE LA RUE DU PONCEAU. — A MELUN, CHEZ M. HYS.
Ou en envoyant franco au Gérant un mandat sur la poste.

INSERTIONS :
Annonces, la ligne..... 1 fr.
Réclames, la ligne..... 2 fr.
Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

PARIS, 3 mai.

Bilan de l'administration du Gouvernement provisoire du 25 février au 4 mai.

Aujourd'hui expirent les pouvoirs et la mission du Gouvernement provisoire. La France possède enfin un corps législatif légalement constitué ; c'est à lui que reviendra la gloire d'achever l'œuvre de la réforme politique et sociale de la France.

Le Gouvernement provisoire se propose d'ouvrir la série des travaux de l'Assemblée nationale en lui présentant le tableau de la situation financière de la France avant le 24 février ; il ne nous paraît pas au moins important de dresser un tableau pareil pour les actes du Gouvernement provisoire et des ministres.

Le 25 février, ils ont demandé trois jours pour réorganiser la France ; elle leur a accordé deux mois et demi de dictature. Récapitulons-les rapidement, afin qu'on puisse appliquer le principe : « A chacun selon ses œuvres. »

M. de Lamartine. — Maintien des couleurs tricolores, discours aux Polonais, aux Irlandais, etc., etc.

Changements peu importants dans le personnel du ministère des affaires étrangères.

M. Crémieux. — Suspension et amovibilité de la magistrature, abolition de la contrainte par corps.

M. Marie. — Petites modifications sur le personnel du ministère, petites économies réalisées, peu de bruit.

M. Bethmont. — Peu de changements importants, mise à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires, quelques économies.

Ministère de la guerre. — Suppression du cadre de réserve pour les officiers généraux, création de 28,000 hommes de troupes spéciales, licenciement de l'ex-garde municipale. Tolérance au sein de la capitale de corps armées, ne ressortissant pas du ministère, à la solde et aux ordres de pouvoirs non reconnus.

Ministère de la marine. — Abolition de l'esclavage, amélioration de la nourriture des marins.

Ministère des finances. — M. Garnier-Pagès. — Impôt de 45 centimes sur les quatre contributions, impôt de un pour cent sur les créances hypothécaires, suppression de l'impôt du sel (décreté non exécuté) ;

Suppression de l'exercice sur les boissons (décreté non exécuté), suppression des droits d'octroi de la ville de Paris sur la viande ;

Création de comptoirs d'escompte ;

Réunions des banques départementales à la Banque de France ;

Suppression du Comité de surveillance de la Caisse d'amortissement ;

Prorogation de l'échéance des effets de commerce ;

Séquestre sur les dépôts métalliques des Caisses d'épargne ;

Ajournement du paiement des bons de la Caisse de service ;

Séquestre sur les valeurs appartenant aux Sociétés d'assurances mutuelles et tontinières.

M. Ledru-Rollin. — Révocation de tous les fonctionnaires administratifs, proclamations, circulaires, bulletins ministériels, absorption en deux mois : 1° d'un premier crédit de 900,000 fr. pour fonds secrets.

D'un second crédit de..... 500,000

..... 1,400,000

Envoi dans les provinces de ces commissaires que tout le monde connaît, et dont on sait les heureux résultats.

M. Carnot. — Circulaires aux instituteurs primaires ;

Suppressions des chaires au collège de France ;

Création de chaires nouvelles.

M. Louis Blanc. — Examen des questions sociales. Discours, théories, rien ; tel est le juste résultat que présente le compte-rendu des travaux du Luxembourg. Les travailleurs avaient droit, ce nous semble, à quelque chose de plus qu'à une douloureuse aggravation de leurs misères.

Les autres membres du Gouvernement provisoire ne se sont signalés par aucun acte spécial. Leur importance et leur signification ne tient donc qu'à la valeur du parti dont ils forment l'appoint.

C'est à l'Assemblée constituante à juger impartialement ce bilan des ministres du 24 février, et à fonder la révolution !

De la Vérification des Pouvoirs à la Constituante.

Le Gouvernement provisoire a publié, on le sait, un décret relatif au règlement de la première séance de l'Assemblée constituante. Il nous paraît s'être trompé sur le délai que comporte, même avec beaucoup d'activité, la vérification des pouvoirs.

On a calculé à un jour la durée de cette opération ; en effet, elle était répartie entre un très-grand nombre de bureaux, et une de nos plus grandes assemblées, la Convention, s'était d'ailleurs constituée en une seule séance. Aujourd'hui nous craignons beaucoup, malgré les désirs du Gouvernement provisoire, que la vérification des pouvoirs ne dépasse, ne traîne, dans la Constituante, au-delà du terme fixé.

Le nombre des procès-verbaux électoraux arrivé jusqu'ici au ministère de l'intérieur n'est pas très-considérable ; l'administration départementale n'en a pu transmettre qu'une partie, et il a été question hier, mercredi, dans la journée, d'une mesure grave que M. Ledru-Rollin croyait devoir proposer à ses collègues, et qu'il offrait d'adopter sous sa responsabilité directe et officielle. Cette mesure consiste, car rien n'est décidé encore, à proroger l'ouverture de l'Assemblée constituante. Nous espérons qu'il n'en sera rien : les pièces déposées au secrétariat de la Chambre des représentants constatent un nombre suffisant de membres présents pour délibérer ; l'ouverture doit donc avoir lieu immédiatement.

Nous affirmons, d'ailleurs, quelque imprévu que paraisse ce résultat, que les immenses et nouvelles élections de la Constituante, faites sous l'empire du suffrage universel, soulèveront moins de réclamations que les élections des anciens députés du monopole, qui, nommés par deux cent cinquante mille électeurs, ont osé, pendant dix-sept ans, se croire les représentants légitimes d'un pays tel que la France, habité par trente-huit millions d'âmes. Cette épreuve du suffrage universel a été décisive ; elle suffirait seule à prouver qu'aujourd'hui notre état social naturel, c'est la République. Mais quant à l'ajournement de l'Assemblée nationale, nous persistons à croire qu'il n'aura pas lieu, et nous souhaitons vivement que le citoyen ministre de l'intérieur assiste lui-même à la grande séance d'aujourd'hui, après laquelle chacun des membres du Gouvernement provisoire devra se tenir prêt à défendre ses actes personnels.

Quant aux premières discussions de l'Assemblée, nous désirons qu'elles soient décisives et qu'elles révèlent toutes les pensées, toutes les forces jusqu'ici cachées de chaque parti. La politique, en temps de révolution, doit être tranchée ; la France a eu assez des petits expédients du Gouvernement provisoire. C'est à M. Lamartine ou à M. Ledru-Rollin à nous dire enfin ce qu'ils entendent par république. La révolution du 24 février ne dépend pas, du reste, uniquement de ces débats ; c'est une révolution plus forte qu'aucun homme d'Etat, puisqu'elle est sociale !

Notre devoir, avant de nous prononcer, est d'attendre la dernière communication du Gouvernement provisoire. Nous l'attendrons.

Les deux Manifestes.

Deux documents également blâmables, bien qu'ils émanent de pensées diamétralement opposées, occupent, depuis hier, l'attention. L'un est une adresse envoyée par le club central démocratique de la garde nationale de Paris à la garde nationale de Rouen, pour féliciter celle-ci de son attitude devant l'émeute ; l'autre, une adresse du club Blanqui au gouvernement provisoire pour le sommer de sévir contre les assassins (sic) commis par la bourgeoisie de Rouen sur les ouvriers de cette ville.

Nous disons que ces deux documents sont également blâmables ; car, malgré la divergence absolue d'intention et de forme qui les séparent, tous deux aboutissent, involontairement pour l'un, sciemment pour l'autre, au même résultat. Tous deux tendent à raviver le déplorable antagonisme que le régime de 1830 avait fait naître entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Tous deux sont contre-révolutionnaires.

Disons plus : si nous avions à faire à chacun sa part de torts, ce n'est pas pour l'adresse la plus modérée que nous serions le plus indulgents.

La première émane d'hommes calmes et éclairés, s'adressant à des hommes calmes et éclairés, et qui, dès lors, s'entendaient facilement. Elle était donc inutile. Si la garde nationale de Rouen a fait son devoir, elle doit le comprendre surabondamment elle-même. Il n'était pas nécessaire de la féliciter. Ce point admis, et il n'est pas contestable, que devient l'adresse en question ? Une provocation gratuite à de malheureux ouvriers égarés, une consécration bien involontaire sans doute, mais cependant réelle, de cet absurde antagonisme que les ennemis de la révolution cherchent, nous l'avons dit, à raviver.

La deuxième adresse, au contraire, est inoffensive par excès

même de violence. La folie inspire la pitié, mais ne persuade pas. Le seul sentiment que nous ayons éprouvé, quant à nous, en lisant le manifeste épileptique du citoyen Blanqui, c'est le sentiment d'une commisération profonde.

Le manifeste de la société républicaine centrale dont nous venons de parler, se termine par ces mots :

Justice, justice des assassins !...

Nous demandons :

1° La dissolution et le désarmement de la garde bourgeoise de Rouen ;

2° L'arrestation et la mise en jugement des généraux et des officiers de la garde bourgeoise et de la troupe de ligne, qui ont ordonné et dirigé le massacre ;

3° L'arrestation et la mise en jugement des soi-disant membres de la cour d'appel, s'il les nommés par Louis-Philippe, qui, agissant au nom et pour le compte de la faction royaliste victorieuse, ont emprisonné les magistrats légitimes de la cité, et rempli les cachots de républicains.

4° L'éloignement immédiat de Paris des troupes de ligne, qu'en ce moment même les réacteurs dressent, dans des banquets fratricides, à une Saint-Barthélemy des ouvriers parisiens.

Pour la Société républicaine centrale, les membres du bureau,

L.-Auguste BLANQUI, président ;

C. LACAMBE, D. M. P., vice-président ;

FLOTTE, trésorier ;

Pierre BÉRAUD, LAROUÉ, G. ROBERT, secrétaires ;

LACHAMBEAUDIE, CROUSSE, PUJOL, JAYELOT

jeune, BRUCKER, FOMBERTEAUX, membres

du bureau.

Divers journaux annonçaient récemment qu'un projet d'organisation pour l'administration départementale était en ce moment élaboré au ministère de l'intérieur. Quelques personnes ont pu croire qu'il s'agissait d'une refonte complète de nos institutions et de nos rouages administratifs ; en un mot, qu'on préparait un travail analogue à celui dont M. Martin (de Strasbourg) a été chargé pour la magistrature. Cette interprétation est inexacte ; il s'agit simplement de retirer des départements un certain nombre de commissaires et sous-commissaires, qui y ont été envoyés dans des vues exclusivement électORALES, et de les remplacer par des hommes plus spécialement aptes à des fonctions administratives.

Nous applaudissons de grand cœur au projet de M. le ministre de l'intérieur, en regrettant toutefois qu'il ne l'ait pas mis à exécution beaucoup plus tôt.

Les anciennes dénominations de préfets et de sous-préfet vont donc être reprises jusqu'à nouvel ordre. On conçoit, en effet, qu'il était inutile de constituer une nouvelle organisation administrative avant de savoir si l'Assemblée nationale se proposait d'appliquer le système de l'élection aux fonctionnaires publics, si même elle n'est dans l'intention de revenir à l'ancienne organisation des comités directeurs de départements et de districts.

De l'aristocratie.

C'est peut-être une erreur, mais nous pensons qu'après avoir joui pendant quinze années d'une monarchie entourée d'institutions républicaines, nous aurons — jusqu'ici du moins, nous avons — une République entourée d'institutions monarchiques.

Liberté, égalité, fraternité, trois grands mots avec lesquels on pourrait bien escamoter la République.

M. Lamartine remplace au ministère M. Guizot ; M. Ledru, — Duchâtel. — Les dynasties du National, des Arago, des Blanc, amalgamées avec les anciennes dynasties, trônent insolemment au-dessus de nos têtes.

Et l'on vient nous parler d'égalité, de fraternité ! Amère dérision ! Le peuple est pour ces messieurs un fétiche au nom duquel ils se sont juchés sur nos épaules. Connaissions-nous nos droits ? Sommes-nous mûrs pour la République ? La révolution a été si prompt qu'elle nous a tous pris à l'improviste.

Aujourd'hui, c'est triste à dire, mais la démocratie n'est ni dans nos mœurs, ni dans nos habitudes ; l'aristocratie est partout.

Exemples :

Les portiers veulent être concierges ;

Les huissiers, officiers ministériels ;

Les comédiens, artistes dramatiques ;

Les épiciers sont entrepositaires de denrées coloniales ;

Les marchands de vin font le commerce des vins ;

Les cafetiers sont glaciers ou limonadiers ;

Les journalistes, écrivains et gens de lettres sont publicistes ;

Les perruquiers s'intitulent coiffeurs
Les juifs sont banquiers;
Les apothicaires sont devenus pharmaciens.
Dans le clergé, même progression aristocratique.
L'ignorant est au séminariste, comme le séminariste est au vicaire, comme le vicaire est au curé, comme le curé est au chanoine, comme le chanoine est à l'évêque, comme l'évêque est à l'archi-évêque, comme l'archi-évêque est au cardinal, comme, etc.
Dans l'armée, l'aristocratie est d'ordre public, exigée sous peine de mort.

Puis vient l'aristocratie de robe :
Voyez, toujours la même gradation. Le premier président, magistrature assise, fait aussi peu de cas du procureur général, magistrature debout, que celui-ci d'un avocat général, que l'avocat général d'un procureur, que le procureur du substitut, etc.
Quant à messieurs les gens du roi, comme on disait avant la révolution, après avoir passé dix années de leur vie à défendre n'importe qui ou n'importe quoi, ils passent dix autres années de leur vie à accuser n'importe qui, n'importe quoi.

Les divers grades, dans la magistrature debout, peuvent à peu près se compter par les têtes obtenues aux assises.
Nous ne comprenons pas bien la répulsion de ces hauts et puis sans juges pour le bourreau.
L'un froid et insensible, comme la loi dont il est l'instrument, frappe parce qu'on lui commande.

L'autre veut cette tête qui plus tard, soyez-en sûr, figurera sur ses états de service.
Entre toutes ces corporations, entre tous les membres de ces corporations, qui se jaloussent, se méprisent ou se détestent, comment voulez-vous établir la grande loi de l'égalité, de la fraternité?

Si le mépris est devenu une des bases fondamentales de la société, c'est que ce mépris est justifié; car enfin, quand tout le monde a tort, tout le monde a raison, disait Mirabeau.

Les deux grandes causes de ces divisions sociales, sont : l'éducation et l'argent.

Dans quelque temps, du moins nous l'espérons, tous les citoyens pourront recevoir sinon la même éducation, au moins une instruction qui rapproche les hommes et fasse insensiblement disparaître les inégalités sociales.

Restera toujours l'aristocratie de l'argent :
Métal ou papier, il faudra bien que la fortune publique soit représentée par un capital.

Après tout, l'aristocratie de l'argent est peut-être la seule juste et la seule raisonnable, à condition qu'elle représentera le travail capitalisé!

Des détachements de la garde nationale mobile ont pris, dès ce matin quatre heures, position devant le palais de l'Assemblée nationale.

Ces jours derniers, M. Marrast, en vertu de son pouvoir dictatorial, annonçait à M. Audry de Puyraveau qu'il l'avait nommé gouverneur de Fontainebleau.

— Je vous remercie beaucoup, monsieur Marrast, répondit Audry de Puyraveau; mais j'ai, depuis longtemps, fait serment de n'accepter de fonctions que celles qui me seraient conférées par la volonté du peuple.

Quel soufflet!

M. Decazes s'était réservé la jouissance exclusive des jardins qui lient le petit Luxembourg au palais de l'ex-chambre des pairs. Le lendemain de la révolution, ces jardins, comme on pense bien, furent ouverts au public.... Mais il paraît que le bruit et la vue des promeneurs troublaient M. Louis Blanc dans l'élaboration de ses importants travaux, car nous apprenons qu'il vient d'ordonner la fermeture de ces parterres, où, en vertu de l'abolition des privilèges, il a seul le droit de se promener désormais.

M. le chargé d'affaires de Portugal est venu annoncer aujourd'hui au ministre des affaires étrangères que sa cour l'autorisait à établir, avec la République française, les rapports officiels sur le pied le plus amical. Nous espérons, pour l'honneur de l'envoyé portugais, que ces rapports ne seront pas établis sur le pied d'une réciprocité trop absolue, et que S. M. très-fidèle aura eu la main plus heureuse que M. de Lamartine dans le choix de son envoyé.

C'est, dit-on, un faible commun à tous les hommes de génie de s'entourer de médiocrités pour les dominer plus aisément; mais encore ne devraient-ils pas s'entourer de nullités, et le ci-devant Baron de Nivière expédié à Lisbonne, par le citoyen ministre des affaires étrangères, est, d'après ce qu'on nous affirme, un homme honnête, mais nul, tout ce qu'il y a de plus nul.

M. de Lamartine, dont la réserve éclairée tranchait jusqu'à présent sur le laisser-aller de son collègue de l'intérieur, serait-il, par hasard, tenté de parodier, dans son ministère, la politique à la Caligula, qui nous a dotés de la dynastie Regnault?

Un conflit d'attributions, d'une nature assez grave, s'est élevé entre le maire de Paris et le préfet de police, à propos des gardiens de Paris.

Le citoyen Marrast, se fondant sur le caractère tout civil de ces nouveaux préposés à la sûreté publique, prétend se réserver leur

nomination et leur surveillance. — Il est urgent, d'ailleurs, d'ôter à ces fonctionnaires de la municipalité le caractère odieux des agents assommeurs de la monarchie.

De son côté, le citoyen préfet prétend avoir des droits au moins égaux, sinon supérieurs, à l'élection de ces surveillants, qu'il considère comme les successeurs nécessaires des ex-sergens de ville.

Chacun ayant nommé ses sergens, il est résulté un conflit et des rixes que les circonstances rendent dangereuses.

Dans cette discussion, le préfet et le maire ont également tort; ni l'un ni l'autre n'a le droit de nommer ces fonctionnaires; ce droit appartient exclusivement à la commune de Paris.

Quand donc le peuple sera-t-il appelé à discuter et à régler lui-même ses affaires?

On nous rapporte la réponse du citoyen Ledru-Rollin à un de ses amis qui lui faisait quelques observations sur sa trop singulière nomination au Collège de France.

Rien n'est si dangereux qu'un maladroit ami.

Mais il fallait refuser; — vos occupations, votre position tout exceptionnelle vous en faisaient une impérieuse nécessité.

— Que veux-tu, mon ami, depuis un mois, je ne sais plus ce que je fais...

Toujours ce vieux libéralisme étroit, si muet sous l'empire, si criard depuis 1815!

A peine au pouvoir, ces messieurs oublient ce qu'ils étaient hier, ce qu'ils seront demain.

Toujours cette distinction maudite entre le peuple et la bourgeoisie.

On donnait ces jours derniers des billets de spectacle au peuple; on nous promet de belles fêtes avec des demoiselles décolletées et des bœufs aux cornes dorées, comme sous les deux restaurations; on donnait des mâts de cocagne, des cervelas à l'ail et des futailes de vin bleu.

On traite le peuple comme un chien à qui on jette un os de crainte qu'il ne morde.

O démocratie! démocratie! sont-ce là de tes fruits?

Un journal annonce que M. Etienne Arago a adressé au ministre de l'intérieur une lettre pour lui annoncer qu'il renonce à recevoir l'allocation attribuée par la loi aux membres de l'Assemblée nationale.

Ceci, à dire vrai, est un désintéressement facile, une grimace de dévouement. M. E. Arago, qui palpe quelque chose comme 100 fr. par jour, soit 1,000 écus par mois, 36,000 fr. par an, peut bien faire à la patrie le faible sacrifice de 25 malheureux francs. Mais tout le monde ne s'est pas, de son autorité privée, improvisé directeur-général des postes; tout le monde n'a pas le bonheur d'appartenir à l'honorable dynastie des Arago. Les fonctions de mandataires sont un métier; les représentants sont des travailleurs parlementaires.

Pourquoi donc feraient-ils leur besogne pour rien? Voudrait-on, par hasard, établir une distinction quelconque entre tous les ouvriers?

Brouetter du sable, cacheter des lettres, faire des journaux, des livres, des tuniques ou des constitutions, ne sont-ce pas là des métiers auxquels l'ouvrier a le droit de demander le pain de chaque jour. Seulement, beaucoup se contentent de moins de 40,000 fr. par an.

Simple question.

Un failli non réhabilité peut-il remplir une des premières, une des plus importantes fonctions de l'Etat?

Peut-il siéger à l'Assemblée nationale?

M. Etienne Arago a-t-il obtenu un concordat pour la faillite qu'il eût le malheur de faire quand il était directeur du Vaudeville?

Nous rendrons compte, à dater de demain, des séances des clubs, et plus particulièrement de ceux des faubourgs.

Club Charonne démocratique. — Plusieurs citoyens ont pris la parole; le club en était encore à son organisation. Nous avons entendu plusieurs membres et nous avons plus particulièrement remarqué les paroles du citoyen Napoléon Langlois, chef d'ouvriers.

— Le Club des Publicistes tient ses séances les mardi, jeudi et samedi, à huit heures du soir, à l'ancien local de l'état major, place du Carrousel.

Ce matin, de bonne heure, une foule immense était réunie autour de la nouvelle salle de la Chambre des représentants, dont l'entrée devait être publique aujourd'hui pour les visiteurs. Vers dix heures, des gardes nationaux, commandés à raison de dix hommes par légion, sont arrivés pour maintenir l'ordre et régler la circulation.

Alors s'est établie autour du palais législatif une double queue, qui d'un côté prenait à droite du portail principal de la place de Bourgogne, contournait la rue du même nom, et bordait sur le uai toute la façade de l'ancienne chambre, jusqu'à la grille du ardin; de l'autre côté, depuis la gauche de la porte d'honneur, que bien au-delà de l'ancien hôtel de M^{me} de Fenchères, et resque jusqu'au boulevard des Invalides.

L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner dans cette foule, où étaient confondus des curieux de tous les rangs de la société; chacun attendait son tour avec une résignation d'autant plus exemplaire qu'il fallait attendre au moins trois heures entre le moment où on prenait place à la queue, et celui où l'on parvenait à l'Eden

désiré.

Nous avons vu dans les journaux des descriptions bien pompeuses du nouvel édifice. Nous devons dire que son effet sur la foule n'a pas positivement répondu à l'attente excitée par les récits de la presse quotidienne.

En faisant cette observation, nous n'avons, pour notre compte, aucun regret à propos de la simplicité quasi antique qu'on a donnée au palais des élus du peuple, et tout le monde comprendra qu'un édifice provisoire ne comportait pas un ensemble plus riche de décorations et d'accessoires.

Un grand nombre de représentants se sont fait inscrire encore aujourd'hui à la questure et sont allés choisir leurs places dans la salle des séances.

Les premiers bancs des deux sections à gauche du bureau du président sont destinés aux membres du Gouvernement provisoire, qui ont marqué leurs places dans l'ordre suivant : MM. Louis Blanc, Ledru-Rollin, Flocon, Albert, Marie, Dupont (de l'Eure), Bethmont, Marrast, Crémieux, François Arago, Garnier-Pagès, Pagnerre. M. de Lamartine a repris la place qu'il occupait dans la dernière chambre, le premier au troisième banc de l'extrême droite. Au dessous de lui sont placés MM. Carnot et Béranger. Dans les deux bancs au dessous de M. de Lamartine ont pris place M. de La Rochejaquelein et le général Courtais. Les anciens députés ont choisi leurs places, pour la plupart, au milieu des bancs de la droite. Là on trouve placés sur le même banc, comme dans l'ancienne chambre, MM. Duvergier de Hauranne, Léon de Maleville et de Rémusat; seulement à la tête de ce banc on a marqué une place pour M. Odilon Barrot. Au dessous de lui sont MM. Berger, Drouyn de Lhuys, et au dessus MM. Guin, Abbatecci, Beaumont (de la Somme), et autres membres de l'ancienne gauche.

M. le général Thiars a repris sa place habituelle à l'extrême gauche. Le banc le plus élevé de la dernière section, à l'extrême gauche, est occupé par MM. Barbès, Emmanuel et Etienne Arago, Caussidière, Martin Bernard et Xavier Durrieu. Presque en face d'eux, M. Dupin a sa place marquée; il est le premier au banc le plus élevé de la seconde section de la droite. Au milieu de la droite se trouve M. Berryer. Les bancs du centre sont encore inoccupés. Du reste, un tiers au moins des membres de l'Assemblée n'est pas encore arrivé à Paris.

Le citoyen Albert vient d'abandonner la présidence de la commission des récompenses nationales : il a fait connaître sa résolution au président du gouvernement provisoire dans les termes suivants :

Depuis quelque temps déjà les travaux préparatoires de la commission des récompenses nationales sont terminés, le dépouillement et le classement des pièces achevés, les besoins les plus pressants satisfaits; il ne reste plus à accomplir que la partie la plus facile de la tâche que j'avais acceptée.

Toutefois, les graves et importants travaux de l'Assemblée nationale qui va s'ouvrir, et où je vais avoir l'honneur de siéger comme représentant du peuple, devant absorber presque tout mon temps, il me devient dès lors impossible de prendre part aux opérations de la commission que je préside, et je dois résigner mon mandat.

Le *Moniteur* annonce en effet, aujourd'hui, que c'est au maire de Paris qu'est attribuée la distribution des récompenses nationales. Il reste à savoir comment le maire de Paris, qui fait aussi partie de l'Assemblée nationale, trouvera, de son côté, le temps de s'acquitter de sa double et triple tâche.

Quelques journaux ont reçu les communications officielles suivantes :

Le gouvernement a été profondément ému des troubles de Rouen. D'accord avec ses collègues, le ministre de l'intérieur a de suite envoyé un commissaire spécial chargé de prendre tous les renseignements, de s'assurer par une enquête sérieuse des causes réelles des désordres qui ont ensanglanté la ville.

M. Senard, procureur-général à Rouen, ayant fait connaître au Gouvernement la nécessité de venir au secours de l'industrie locale, a reçu de M. Crémieux la lettre suivante :

Paris, 4^{re} mai 1848.

Monsieur le procureur général,
Le ministre des finances vient de nous déclarer, en séance du Gouvernement, que la mesure de la réunion des banques lui permet de venir en aide à l'industrie, à la fabrique, par conséquent aux ouvriers, sur lesquels se portent toutes les sympathies du Gouvernement provisoire.

Les besoins de la ville de Rouen seront satisfaits par le moyen du Comptoir de la Banque. Ce n'est pas seulement la somme de deux millions ou de trois qui pourra être avancée, mais, dans la limite du possible, tous les crédits qui pourront ranimer l'industrie.

Je vous écris sous la dictée même du ministre des finances, dont toutes les pensées se portent sur les grands centres de populations ouvrières, qu'environne notre plus constant intérêt.

Salut et fraternité. AD. CRÉMIEUX.

Nous apprenons que le Gouvernement, comprenant enfin toute la gravité des événements de Limoges, a décidé aujourd'hui, en conseil, que des troupes seraient immédiatement dirigées sur cette ville pour prêter au commissaire-général le concours d'une force imposante.

On annonce également que M. Raybaud, colonel de la garde nationale de Limoges, va être délégué à un conseil de guerre, et que M. Tallandier, substitut du procureur général, est révoqué de ses

fonctions.

Enfin, le Gouvernement vient de décider qu'une somme considérable serait mise à la disposition du commissaire pour ouvrir des ateliers de travail aux ouvriers.

Partie Officielle.

Par arrêté du ministre des finances, en date du 1^{er} mai :

Sont révoqués de leurs fonctions, MM. :

Barthe, premier président de la cour des comptes, ancien pair de France ;

Barada et Bignon, conseillers maîtres à la même cour, anciens députés ;

Rivière de Larque, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la même cour, ancien député ;

Peyre et de Loynes, conseillers référendaires de 2^e classe, anciens députés ;

De Fiers, Trubert et Bresson, conseillers référendaires de 2^e classe.

La démission de M. Ch. Teste, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes, est acceptée.

Sont admis, en outre, à faire valoir leurs droits à la retraite, MM. :

Delaire, président de chambre à la cour des comptes ;

Pacquier, conseiller maître à la même cour ;

Dupont, conseiller référendaire de première classe ;

Pierret, id. ;

Du Boy, id. ;

Hue de Grosbois, id. ;

Duparc, id. ;

Regnaud, id. ;

De Guernon, conseiller référendaire de deuxième classe ;

Wasset, id.

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. M. Savin de Surgy, conseiller maître, est nommé président de chambre à la cour des comptes.

Art. 2. Sont élevés à la 1^{re} classe, les conseillers référendaires de 2^e dont les noms suivent, MM. :

Luzier de la Mothe, à l'ancienneté ;

Grandet, au choix ;

De Guernon, à l'ancienneté ;

Périer (Adolphe), au choix.

Art. 3. Sont nommés conseillers référendaires de 2^e classe, MM. :

Receveur (Jean-Louis), ancien comptable ;

Bougrain (François-Martin), ancien notaire ;

Thierry (de Metz), ancien comptable.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, ont été nommés :

Président de chambre à la cour d'appel de Paris, M. Aylies, conseiller, en remplacement de M. Agier, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Conseillers à la cour d'appel de Paris :

M. Perrot, vice-président du tribunal de la Seine, en remplacement de M. Aylies ;

M. Pérignon, juge au tribunal de la Seine, en remplacement de M. Dozon, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

M. Hortensius Saint-Albin, juge au tribunal de la Seine, en remplacement de M. Champanhet, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

M. Poinot, ancien avocat général à la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. Chalret-Duriou, admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conseiller honoraire.

Sont nommés :

Avocat général à la cour d'appel de Paris, M. Metzinger, substitut du procureur général, en remplacement de M. Flandin, démissionnaire ;

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Levesque, substitut près le tribunal de la Seine, en remplacement de M. Metzinger ;

Vice-président du tribunal de la Seine, M. Turbat, juge au même tribunal, en remplacement de M. Perrot.

Juges au même siège :

M. Destrem, avocat, en remplacement de M. de Saint-Didier, démissionnaire ;

M. Ganneron, substitut près le tribunal de Melun, en remplacement de M. Hortensius Saint-Albin ;

M. Brault, procureur de la République à Troyes, en remplacement de M. Turbat ;

M. Sevestre, président du tribunal de Melun, en remplacement de M. Pérignon ;

Substitut du procureur de la République près le tribunal de la Seine, M. Armet-Delisle, procureur de la République près le tribunal de Melun, en remplacement de M. Levesque ;

Substitut près le tribunal d'Alençon (Orne), M. Ponsinet, ancien juge de paix, en remplacement de M. Coral.

Par arrêté du 2 mai, ont été nommés :

M. Sentis, consul de 2^e classe à Valence (Espagne) ;

M. Métaisier, consul de 2^e classe à Edimbourg, en remplacement de M. de Maussion révoqué ;

M. Philippi, consul de 2^e classe à Cadix, en remplacement de M. Huet, appelé à d'autres fonctions ;

M. Thyons, consul de 2^e classe à Yassi (Moldavie), en remplacement de M. Adolphe Guérout, mis en disponibilité ;

M. Alfred Misnaut consul général à Bucharest (Valachie), en remplacement de M. Doré-Denion, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 2 mai 1848.

Les membres membres du Gouvernement provisoire ;

Le *Moniteur* et son premier supplément sont remplis ce matin d'actes nombreux relatifs à l'émancipation politique et sociale des colonies. En voici les extraits les plus importants :

1^o Le nombre des représentants du peuple à l'Assemblée nationale sera de trois pour la Martinique, trois pour la Guadeloupe, un pour la Guyane, trois pour l'île de la Réunion, un pour le Sénégal et dépendances, un pour les établissements français de l'Inde.

Les colonies pourront nommer des représentants suppléants au nombre de deux pour la Martinique, deux pour la Guadeloupe, un pour la Guyane, deux pour l'île de la Réunion, un pour le Sénégal, un pour l'Inde.

Ils ne siégeront qu'en l'absence des titulaires, et recevront, dans ce cas seul, l'indemnité allouée à ceux-ci par le décret du 5 mars.

Epoque des élections.

2^o Les élections auront lieu dans le plus bref délai possible après la libération générale des esclaves, devenus citoyens français.

L'époque de la convocation des assemblées électorales sera fixée par les commissaires généraux du Gouvernement.

Les conseils coloniaux de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de l'île de la Réunion, et les conseils généraux du Sénégal et des établissements français de l'Inde, sont supprimés.

Les fonctions de délégués des colonies sont également supprimées à dater de ce jour.

Dans les colonies où l'esclavage est aboli par le décret de ce jour, la mendicité et le vagabondage sont punis correctionnellement.

Décrète :

Sous la dénomination d'*ateliers nationaux*, il sera établi dans les colonies des ateliers de travail, dont l'organisation sera réglée par arrêté du ministre de la marine et des colonies. Tout individu manquant de travail pourra être employé en acceptant les conditions que déterminera l'arrêté ministériel.

Art. 2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 27 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire de la République.

A l'avenir, tous les journaux pourront être imprimés et publiés dans les colonies sans autorisation préalable, et ne pourront être suspendus ou révoqués administrativement.

Tous écrits non condamnés par les tribunaux pourront être librement introduits dans les colonies.

FAITS DIVERS.

— Un régiment de lanciers vient d'arriver à l'Ecole-Militaire.

On sait que nous avons déjà un régiment de dragons caserné au quai d'Orsay ; trois ou quatre régiments d'infanterie et un régiment d'artillerie.

— Il va être procédé, dit un journal, au remplacement de tous les commissaires et sous-commissaires que le scrutin électoral a appelés à l'Assemblée constituante.

— Le duc de Wellington a atteint le 1^{er} mai sa 79^e année.

— M. Dubois, juge, définitivement réintégré dans des fonctions dont l'avait brutalement suspendu le commissaire général Delescluze, siégera jeudi prochain à l'audience du tribunal civil de Lille.

— Une manifestation contre l'élection de certains candidats a eu lieu hier à Lyon. Un grand nombre d'hommes descendus de la Croix-Rousse ont parcouru la ville. Ni désordre ni cris n'ont signalé leur parcours dans Lyon, qui, du reste, ne s'est pas prolongé.

— M. le comte d'Appony a quitté ce matin Paris pour retourner à Vienne.

— Il est question d'envoyer 20,000 travailleurs des ateliers du gouvernement pour l'achèvement de plusieurs travaux, et entre autres du canal du Rhône au Rhin. On relève aussi les noms des travailleurs maçons pour leur donner de l'ouvrage aux travaux d'achèvement du Louvre et des Tuileries.

— On annonce que M. Thiers doit être porté candidat à l'Assemblée nationale dans la Seine-Inférieure, dans le cas où M. Lamartine opérerait pour un autre département.

— On lit dans le *Constitutionnel* :

Nous devons dire un bruit à la justification de M. Barbès, c'est que sa signature aurait été apposée sans son consentement et à son insu au bas de la déplorable pièce qu'on a lue hier sur les murs de Paris.

Le bruit courait aussi aujourd'hui au Palais que la justice s'occupait de cette proclamation. On y parlait des articles du Code qu'elle violait.

— On nous assure ce soir que M. Barbès, interpellé sur sa proclamation qui a si vivement ému Paris, a nié sa coopération. S'il en est ainsi, qu'il affiche le désaveu, et qu'il démasque le faussaire. (*Assemblée Nationale.*)

— Il vient de paraître une lettre adressée par M. de La Rochejaquelein à M. de Lammennais ; le représentant du Morbihan, sans renier son passé, entend n'apporter dans la situation nouvelle aucune vue de parti, fidèle en cela à la déclaration qu'il a déjà faite, qu'il n'y avait pour lui qu'un parti, *celui de la France*.

— Le général Duvivier a demandé à se démettre du commandement de la garde nationale mobile. Dans son esprit, un représentant du peuple ne doit pas être dans Paris le chef d'une force militaire.

— Le 30 avril, tous les journaux ont paru à Berlin, les ouvriers

imprimeurs ayant repris leurs travaux, par suite de la médiation des magistrats de la ville, qui se sont interposés entre les patrons et les ouvriers.

— Il doit être formé à Lunéville et à Saumur cinq escadrons de guides. Tous les régiments de cavalerie fournissent six hommes par escadron. Ces hommes sont choisis parmi ceux qui, à l'agilité du corps et à forte constitution, joignent une bonne conduite et la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères.

Trente hommes du 12^e régiment de dragon, en garnison à Poitiers, sont partis lundi matin pour Saumur, où doivent être formés deux des escadrons du régiment des guides.

Le Gouvernement vient de pourvoir aux emplois de capitaine, de lieutenant et de sous-lieutenant dans ces escadrons.

CHRONIQUE DES DÉPARTEMENTS.

Le *Glaneur d'Amiens*, du 2 mai, donne les détails suivants sur les motifs de l'émeute qui a éclaté en cette ville.

Ce fut le 29 avril dernier, qu'une foule d'ouvriers employés aux travaux communaux s'est présentée à l'Hôtel-de-Ville, où elle demanda le paiement de la journée du lundi précédent, prétendant que si, ce jour-là, les travaux avaient été suspendus, ce n'avait été que parce que les ouvriers avaient été appelés à remplir leurs devoirs d'électeurs.

L'administration n'ayant pas cru accueillir cette demande, il en résulta un mouvement séditieux. Des cris éclatèrent et des barricades incomplètes furent formées sur la place de l'Hôtel-de-Ville. La garde nationale, la troupe de ligne et la gendarmerie avaient pris les armes. Des engagements eurent lieu sans qu'il en résultât d'accidents.

Mais, vers quatre heures, les troubles augmentèrent. Manis de leurs brouettes, qu'ils avaient remplies de pierres, des ouvriers se répandirent dans la ville. La garde nationale dispersa un premier rassemblement. Mais, en ce moment, une autre cohorte essayait une barricade. Là, des pierres étaient lancées à la garde nationale. Un détachement qui s'était fait jour sur la place refoula le rassemblement et se rendit maître du terrain. D'autres rassemblements s'étaient formés sur d'autres points. Ils furent facilement dissipés. Les barricades étaient enlevées, les brouettes et les amas de pierres étaient recueillis, et dix-huit prisonniers étaient conduits à la Citadelle. Vers six heures du soir l'ordre était établi.

Dans cette fatale collision, on n'a eu à regretter, à part quelques blessures occasionnées par le jet des pierres, que la mort d'un homme, atteint d'une balle qui le blessa au bras et pénétra ensuite dans la poitrine. C'est l'événement le plus douloureux de cette affligeante sédition.

On lit dans l'*Industriel de la Champagne* du 2 mai :

Après une longue et minutieuse instruction relative aux désordres commis dans la maison d'un marchand de farine de Rheims, et dans laquelle on a figuré, comme inculpés, quarante-six individus, la chambre du conseil a dit n'y avoir lieu à suivre contre trente quatre de ces individus. Elle en a renvoyé huit devant le tribunal de police correctionnelle comme prévenus de vols de paille. Quant aux quatre derniers, il a été déclaré qu'il y avait charges et prévention suffisamment acquises contre eux de s'être, en février dernier, rendus coupables du crime prévu par l'art. 440 du code pénal.

Ce sera donc le jury qui aura à prononcer définitivement sur cette dernière affaire, dans le cas où la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Paris confirmerait la décision des premiers juges.

On sait que les assises de la Marne s'ouvrent le lundi 22 mai.

On nous écrit de Limoges, le 30 avril :

Les chefs du mouvement ont constitué un comité composé de MM. Bae, Dussoubs-Gaston, Villegoureux, Frichau, Coralli, d'une dizaine d'ouvriers, chefs de sections de la Société populaire, et de M. Tallandier jeune. Sous leur direction, la Société populaire est organisée en garde de ville.

On connaît aujourd'hui le secret de ce mouvement. Un émissaire de Paris a précisé et déterminé l'action. Tout cela se rattache à un plan d'ensemble arrêté pour toute la France, ou plutôt pour tous les points sur lesquels on avait des éléments de force. Le mouvement eût échoué positivement si la garde nationale n'eût pas été à dessein disséminée et livrée par les chefs que lui avait imposés un simulacre d'élections, si surtout nous avions eu pour commissaire un homme fort et indépendant.

Les meneurs comptaient beaucoup sur le succès d'un semblable coup de main à Paris, où il n'a même pas été tenté.

M. Trélat, commissaire général du gouvernement, est ici depuis hier au soir, à sept heures.

Ce soir à quatre heures, il n'a pas encore donné signe de vie.

Le comité a-t-il refusé de le reconnaître ? Le tient-il en charte privée, comme il paraît qu'on a fait de son prédécesseur, ou attend-il des éléments de force pour se prononcer ?

On nous écrit d'Avignon, le 29 avril, cinq heures du soir :

La journée d'hier a été fatigante et pleine d'émotions. Le 4^e bataillon de la garde nationale, auquel j'appartiens, dut prendre les armes pour protéger le dépouillement du scrutin. L'opération venait de commencer, lorsqu'on vint annoncer que les ouvriers étaient en marche, précédés de drapeaux rouges et noirs. Nous nous portâmes à leur rencontre, et nous les joignîmes près du local affecté au club Saint-Lazare et signalé comme le foyer de l'insurrection. Une barricade avait été élevée, et la garde nationale fut assaillie par des pierres. Un de nos camarades, à peine âgé de 22 ans, fut tué sur la place.

Toutefois, nous parvîmes à rétablir l'ordre.

Une proclamation du commissaire du gouvernement annonce que les drapeaux des factieux ont été saisis et brûlés. Le club Saint-Lazare est fermé.

Il y aura demain dimanche une grande revue. On parle de plusieurs arrestations. Le chef de l'émeute est au pouvoir de la justice.

D'après le Breton, du 1^{er} mai, la ville de Nantes jouit de la plus parfaite tranquillité. La violation de domicile commise dans la nuit de vendredi a excité dans les classes ouvrières une indignation générale. Il est aujourd'hui prouvé mieux jamais que la vingtaine d'individus qui ont pris part à cet acte de sauvagerie sont des malheureux sans ouvrage que l'ivresse avait égarés, et qui, pour la plupart, n'appartiennent pas à notre ville.

La proclamation suivante a été placardée sur les murs de la ville :

L'administration municipale, dans l'intérêt de tous les citoyens, dans celui de la République, doit veiller activement au maintien de la tranquillité.

Les chants et les clameurs nocturnes sont de graves sujets de désordres ; les circonstances actuelles ne permettent pas de les tolérer.

Si la circulation est libre, la rue n'est pas un lieu où l'on délibère. En vertu de la loi du 24 août 1790, toute réunion tumultueuse sera dissipée. En mairie, à Nantes, le 29 avril 1848.

On lit dans le Courrier du Havre :

« Le Havre est, depuis hier, sans commissaire du Gouvernement, le citoyen Goudchaux ayant été appelé, dit-on, à Paris, par télégraphe. »

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

La proclamation du lord-lieutenant, publiée le 1^{er} mai à Dublin, et prohibant la réunion du conseil des 300 et l'enrôlement d'une garde nationale, a produit une très-grande sensation dans la ville.

Des troubles sérieux ont éclaté à Limerick samedi soir. M. Mitchell, qui a si souvent diffamé la mémoire de M. O'Connell, ayant été invité à la réunion de la Jeune-Irlande dans Saarsfield-Club, es hommes de la Vieille-Irlande ont attaqué subitement à coups de pierres les membres du club, dont un grand nombre étant armés, ont riposté par des coups de feu, et un homme est tombé percé d'une balle.

La ville a été déclarée en état de siège samedi soir ; M. O'Brien a été blessé ; l'effigie de M. Mitchell a été brûlée dans les rues, et les hommes de la Vieille-Irlande ont tenté de brûler sa maison, dans laquelle se tenait un meeting. Un effroyable tumulte a eu lieu. Les troupes et les soldats de la police l'ont apaisé. MM. S. O'Brien et Meaghey ont déclaré qu'ils se retiraient dans le sein de la vie privée.

Le Times, du 2 mai, espère que l'armée fédérale allemande, à raison des pertes énormes que le Danemark fait subir au commerce allemand, s'arrêtera dans sa marche agressive, et que l'affaire pourra s'arranger par la voie des négociations. S'il en était autrement, dit ce journal, si la guerre se prolongeait, on ne pourrait pas laisser périr le Danemark sous les coups d'un voisin puissant, ambitieux. Si les forces allemandes poussaient leurs avantages militaires jusqu'à des extrémités, elles courraient le risque de provoquer l'opposition directe, sinon l'hostilité, de l'Angleterre, de la Russie et de la Suède.

La Gazette de Carlsruhe, du 1^{er} mai, annonce que 120 volontaires allemands, avec leur chef Bornstedt, viennent d'être transportés à Bruchsal. La nouvelle de la mort de M. Bornstedt était donc prématurée.

Une révolte a éclaté à Cracovie. Après un bombardement de trois heures, la ville a dû capituler. Les troupes ont eu 10 morts et 40 blessés, parmi lesquels se trouve le général Castiglione. Les insurgés polonais ont pu échapper.

Une brillante réception a été faite à nos marins de l'escadre entrée à Livourne sous les ordres de l'amiral Baudin.

Le Réveil, journal de Turin, du 29 avril, dit que le roi Charles-Albert tempore et ne veut pas agir trop activement contre les Autrichiens jusqu'à ce que Milan ait déclaré la forme de gouvernement qu'il veut se donner. Environné de trois fortes républiques, il a peut-être raison de croire que l'opinion du peuple dans ses Etats pourrait se modifier, et son trône être menacé.

La Gazette de Turin rend compte d'une affaire d'avant-poste qui aurait eu lieu près de Mantoue, et dans laquelle les gardes mobiles de l'armée milanaise auraient eu l'avantage (24 avril). Un canon et deux fourgons ont été pris, et les Autrichiens, dans leur retraite, ont dû jeter une de leurs pièces de canon dans le Minicio.

Dans une autre escarmouche près de Vallegio, on a fait prisonniers 22 autrichiens et tué 8 hommes à l'ennemi.

— Le Clamor Publico de Madrid du 28 avril dit qu'un traité d'alliance offensive et défensive est sur le point d'être signé entre l'Espagne et le Portugal.

Le Faro de même date annonce qu'un grand nombre de révolutionnaires, réunis à la frontière dans l'intention d'envahir la Catalogne, ont été forcés par les troupes espagnoles de rentrer en France, où le Gouvernement provisoire aurait donné aussitôt l'ordre de les désarmer et de les interner.

Le même journal dit que la police de Valence vient de déjouer une conspiration qui devait éclater le 24 courant en cette ville.

Le plan des conjurés était de se réunir avant le jour dans certains endroits où des dépôts d'armes avaient été établis ; puis, à un signal donné, on se serait emparé des carrefours et des maisons propres à la défense, et on aurait commencé le feu et l'insurrection.

Nous sommes priés d'insérer les déclarations suivantes :

Au gouvernement provisoire.

Les officiers généraux de terre et de mer présents à Paris, soussignés, Considérant que la loi du 4 août 1839 a pour principal but de conserver dans les rangs de l'armée les officiers généraux qui ont pris part à nos grandes guerres ;

« Considérant que les décrets des 10 et 18 avril 1848 n'ont pu être rendus, ainsi que le proclame le gouvernement provisoire lui-même, qu'en violant les lois qui sont la charte des armées de terre et de mer ;

« Que cette violation attaque l'armée tout entière, puisque dans tous ses rangs se trouvent aujourd'hui les généraux de l'avenir ;

« Considérant que les deux cent cinquante officiers généraux qui sont frappés par ces décrets avaient le droit de consacrer leur expérience au service de la France, et de verser leur sang dans les jours de danger ;

« Considérant enfin que ces décrets portent à la fois une atteinte cruelle à leurs sentiments patriotiques et à leur honneur ;

« Déclarent :

« Qu'ils protestent contre la position qui leur est faite ;

« Qu'ils ne reconnaissent pas à un gouvernement provisoire le droit de briser la loi qui protège l'armée.

« Signé Ordonneau, *général de division* ; Colbert, id. ; Girardin, id. ; Fezenzac, id. ; Bouteau, id. ; Darriville, id. ; Audenarde, id. ; Prévost de Vernois, id. ; Achard, id. ; A. d'Astorg, id. ; Gourgaud, id. ; Fabvier, id. ; Galbois, id. ; E. d'Astorg, id. ; Anthouard, id. ; Dollé, id. ; Berthois, id. ; Castellane, id. ; Deponthons, id. ; Rapatel, id. ; Tugnot de Lanoye, id. ; Morlefort, id. ; La Coste, *général de brigade* ; La Tour-du-Pin, id. ; Beruelle, id. ; Dumoncel, id. ; Chabannes, id. ; Simon Lorrère, id. ; Ribau, id. ; Bergère, id. ; Ruelle, id. ; La Roche-Drac, id. ; Vitre, id. ; Bergeret, *vice-amiral* ; Lemarrant, id. ; Dupotet, id. ; La Bretonnière, *contre-amiral*. »

Ils déclarent enfin que la décision de toutes les questions qui touchent à la force militaire de la France, principale base de l'indépendance nationale, ne peut appartenir qu'à un gouvernement définitivement constitué.

Paris, le 27 avril 1848.

Nous remarquons dans la lettre adressée par M. Michel Chevalier au Journal des Débats, sur la question des travailleurs, le passage suivant :

L'association est un des instincts les plus forts de l'homme libre. Toutes les fois que des hommes vraiment libres ont été à travailler ensemble, leur penchant a été de s'associer. Lorsque ce penchant n'a pu suivre son cours, c'est que la liberté était plus nominale que réelle. On trouve des applications diverses de l'association entre les chefs d'industrie et leurs agents plus ou moins subalternes pour le partage des profits, à des époques même reculées, parmi certaines marines de la Méditerranée, par exemple.

Il y a longtemps que dans l'industrie commerciale l'usage est établi d'intéresser les commis aux bénéfices. Dans l'agriculture, l'intéressant exemple des fruitiers du Jura offre un modèle d'association entre les petits propriétaires qu'on a justement recommandé. La tendance à s'associer, à se rapprocher, à se concerter, est devenue générale dans l'industrie française depuis quelques années. L'isolement est devenu un fardeau trop pesant pour nous. Entre les ouvriers et les maîtres, les aspirations vers la solidarité ou l'association, les tentatives même sont faciles à observer sur une multitude de points et sous beaucoup de formes.

Le travail aux pièces, qui est de plus en plus entré dans les habitudes de l'industrie manufacturière, n'est-ce pas déjà un degré de solidarité entre le maître et l'ouvrier ? Il y a association puisqu'il y a un intérêt commun à produire beaucoup. Mais si on veut des applications du même principe, qui soient plus tranchées, où l'intérêt de l'ouvrier soit plus évident et qui puissent moins être retournées contre lui, il est facile d'en indiquer d'autres qui ont déjà l'assentiment et des chefs d'industrie les plus généreux, et de ceux qui sont le plus éclairés sur leur

intérêt immédiat, de ceux qui sont cités par la voix publique comme les plus habiles.

Il y a des années déjà que, dans beaucoup d'établissements où l'on se sert de machines à feu, on donne aux mécaniciens et à leurs auxiliaires, les chauffeurs, par-delà leur salaire fixe, une prime proportionnelle à la quantité de charbon qu'ils économisent. C'est devenu d'un usage général pour les chemins de fer. On a commencé ainsi par le cas où l'application du principe était la plus simple. Mais peu à peu on s'est élevé à des cas plus complexes.

Ainsi, quelques entrepreneurs de travaux publics ont intéressé à leurs profits, non pas les ouvriers, il est vrai, mais leurs employés, en leur donnant des parts diverses de l'économie obtenue sur le devis général. Je pourrais citer en ce genre MM. Séguin, que tout le monde connaît pour des hommes d'un grand mérite ; je tiens d'eux qu'ils ont tiré un grand avantage de cette pratique.

Enfin, dans ces derniers temps, divers exemples en ont été donnés à Paris. Le plus remarquable par les proportions est celui qu'a offert la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Un autre, dont il a été beaucoup parlé, est venu d'un entrepreneur de peinture fort connu dans Paris, M. Leclaire.

La Compagnie d'Orléans, à la tête de laquelle est un homme éminent par sa capacité et par ses sentiments (M. F. Bartholony), admet ses employés au partage des bénéfices nets. Une fois prélevés les intérêts et l'amortissement, elle répartit entre ses agents 15 pour 100 du reste. La somme distribuée ainsi en 1846 n'a pas été de moins de 309,000 fr. En 1847, elle a dû être sensiblement plus forte.

La compagnie se proposait de faire jouir ultérieurement de cette participation les simples ouvriers, mais elle avait jugé convenable de procéder par degrés. Au reste, déjà elle fait descendre cette prime presque aux derniers degrés de la hiérarchie, car le nombre des parties prenantes était, en 1846, de 857. La somme de leurs traitements fixes était de 1 million 233,505 fr. L'accessoire a donc été du quart du principal.

M. Leclaire, qui opère sur une beaucoup moindre échelle que la compagnie d'Orléans, est plus large encore dans son admission au partage. Il n'en fait cependant profiter que ceux des ouvriers qui ont fait leurs preuves. Ainsi, chez lui, le nombre des parties prenantes est de quatre-vingt-dix environ.

BOURSE DE PARIS. — 3 mai 1848.

FONDS FRANÇAIS.	AU COMPTANT.				À TERME.			
	1 ^{er} Crs.	Pl. haut.	Pl. bas.	Dernr.	1 ^{er} Crs.	Pl. haut.	Pl. bas.	Dernr.
3 p. 0/0.....	45 50	46 25	44 75	46 25	44 50	46 25	44 50	46 25
5 p. 0/0.....	68 50	68 25	67 50	68 25	67 50	68 25	66 50	68 25
Emprunt 3 p. 0/0.....	50 50	50 25	49 75	50 25	49 50	50 25	49 50	50 25
4 1/2 p. 0/0.....	50 50	50 25	49 75	50 25	49 50	50 25	49 50	50 25
4 p. 0/0.....	50 50	50 25	49 75	50 25	49 50	50 25	49 50	50 25
Bons du Trés. (pr.).....	34 3/4	32 1/2	30 3/4	30 3/4	30 3/4	32 1/2	30 3/4	30 3/4
Banque de France.....	1380	1400	1380	1395	1380	1400	1380	1395
Ch. de fer St-Germain.....	100	100	100	100	100	100	100	100
Versailles (rive dr.).....	110	110	110	110	110	110	110	110
Versailles (rive g.).....	100	100	100	100	100	100	100	100
Paris à Orléans.....	510	490	488 75	490	488 75	490	488 75	490
Paris à Rouen.....	385	375	360	375	360	375	360	375
Rouen au Havre.....	185	185	185	185	185	185	185	185
Marseille à Avignon.....	195	195	195	195	195	195	195	195
Strasbourg à Bâle.....	80 85	80 85	80 85	80 85	80 85	80 85	80 85	80 85
Orléans à Vierzon.....	232 50	235	232 50	235	232 50	235	232 50	235
Boulogne à Amiens.....	350	350	350	350	350	350	350	350
Orléans à Bordeaux.....	350	350	350	350	350	350	350	350
Nord.....	325	330	332 50	330	332 50	330	332 50	330
Montereau à Troyes.....	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50
Famp. à Hazebrouck.....	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50
Dieppe à Fécamp.....	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50	147 50
Paris à Strasbourg.....	345	347 50	350	347 50	350	347 50	350	347 50
Tours à Nantes.....	330	332 50	335	332 50	335	332 50	335	332 50
Paris à Lyon.....	291	295	295	295	295	295	295	295
Caisse hypothéc., ac- tion de 1,000 fr.....	110	110	110	110	110	110	110	110
4 canaux, ac. à 500 fr.....	700	700	700	700	700	700	700	700
Mines de la Gr.-Combe.....	2200	2150	2200	2150	2200	2150	2200	2150
Zinc Vieille-Montagne.....	2200	2150	2200	2150	2200	2150	2200	2150
Ville de Paris, Rente 5 0/0, 1 ^{er} j ^{er} 1848.....	100	100	100	100	100	100	100	100
Oblig. 4 0/0, av. p.....	1059	1059	1059	1059	1059	1059	1059	1059
Rentes de Naples, 5 0/0.....	65	63 75	65	63 75	63 75	65	63 75	65
Emprunt Romain.....	1841	1841	1841	1841	1841	1841	1841	1841
Esp. dette act. 3 0/0 1841.....	69	69	69	69	69	69	69	69
Empr. Belge 1840, 0/0.....	69	69	69	69	69	69	69	69

La baisse a été assez marquée aujourd'hui.

Le 5 0/0, fermé hier à 69, a ouvert à 68 fr. pour baisser à 67 et fermer à 68 25.

Le 3 0/0, fermé hier à 46 50, a ouvert avec 1 fr. de baisse, pour tomber à 44 75, et fermer à 46.

On répandait des bruits vagues de troubles dans les départements, bruits qui ne paraissent pas fondés. On s'occupait aussi des placards Barbès et Blanqui.

Bourses Étrangères.

BERLIN, 29 avril. — 3 1/2 0/0 72 1/4 pap.
HAMBURG, 29 avril. — 5 0/0 Ard. 6 1/8 arg. ; 3 0/0 15 1/2 arg.
VIENNE, 28 avril. — 5 0/0 70 ; 4 0/0 64 ; banque 980.
AMSTERDAM, 30 avril. — Int. 2 1/2 42 1/2 ; 3 0/0 48 1/4 ; 4 0/0 63 3/8 ; Ard. (de 510) 9 5/8.
BRUXELLES, 2 mai. — Emp. Ard. au comptant, 10 1/4 ; 5 0/0 (1840) 74 ; (1842) 74 1/2 ; 4 1/2, 67 ; Banq. Belge, 58.
LONDRES, 2 mai. — Consol. 83 1/2 1/4, bons de l'échiquier, 38 à 42 ; actions de la Banque, 188 à 190 ; nouv., 3 1/4 82 3/4 ; fonds esp. 13 1/2 ; nouv. 3 0/0 23 1/2.
MADRID, 28 avril. — 3 0/0 22 au compt. ; 5 0/0, 43 1/8, pap. Dette sans nl. 5 pap.

Le gérant, V. BERGER.

Paris. — Imp. de E. BRIÈRE, rue Sainte-Anne, 55.

Passage Jouffroy, 16,

CERCLE-CLUB DE LA GARDE NATIONALE ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Desséances alternatives de ces deux Clubs ont lieu chaque jour, à huit heures du soir. Les souscripteurs ont toute la journée à leur disposition un salon de lecture, tous les journaux de Paris, des départements et de l'étranger ; de vastes galeries, des salons de conversation, des salles de jeu, etc., etc.

Prix de la Souscription, 3 francs.